



La Commune



Rien n'est réglé

Publié le mars 2004



Venezuela

Le 12 avril 2002, un coup d'état militaire soutenu par les Etats-Unis avait échoué, en 48 heures Hugo Chavez, le Président du Venezuela, enlevé par les putschistes retrouvait sa liberté grâce à une immense mobilisation populaire. Décembre 2002 nouvelle tentative de déstabilisation, qui prend la forme d'un lock-out patronal, nouvel échec de l'impérialisme américain et de ses alliés vénézuéliens regroupés dans la "Coordination démocratique" qui se sont lancés depuis des mois dans la collecte de signatures pour obtenir la convocation d'un référendum sur la révocation d'Hugo Chavez de son mandat de président.

Dimanche 29 février, des dizaines de milliers d'habitants de Caracas venus de tous les quartiers populaires de la capitale du Venezuela se sont rassemblés pour faire échec à la nouvelle tentative de déstabilisation engagée par la bourgeoisie vénézuélienne soutenue activement par le gouvernement de Georges Bush.

Chavez n'est pas Aristide

A l'occasion de cette manifestation convoquée contre *"l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Venezuela"*, Hugo Chavez a prononcé un discours dans lequel il a affirmé que *"le principal objectif de cette manifestation est de dire non à l'intervention yankee au Venezuela ; de dire ça suffit au gouvernement Bush ; un gouvernement interventionniste, envahisseur et colonialiste, comme il y en a eu peu à la Maison Blanche"*. S'agissant de la situation en Haïti, le Président vénézuélien s'est exclamé : *"Je dois dire à ceux qui prétendent ou qui pourrait prétendre appliquer au Venezuela la formule d'Haïti : le Venezuela n'est pas Haïti, Aristide n'est pas Chavez et Chavez n'est pas Aristide!"*; aucun pays, aucune organisation internationale n'interviendra dans ce pays parce qu'ici *"existe un peuple libre et une patrie souveraine"*. Faisant allusion aux prochaines élections aux Etats-Unis, Hugo Chavez a lancé un défi : *"D'ici je propose un pari à Monsieur Bush. Qui restera le plus longtemps au pouvoir : vous à la Maison Blanche ou Hugo Chavez au palais de Miraflores"*. Après avoir déclaré que ce pari pouvait être réglé *"en bolivars ou en dollars, comme vous le voulez"* et s'est exclamé : *"Monsieur Bush est à la Maison Blanche en raison d'une fraude électorale contre le peuple des Etats-Unis, il n'est pas le président légitime des Etats-Unis..."*, et il a averti que : *"s'il lui prend la folie d'organiser le blocus du Venezuela, ou pire pour eux, de nous envahir, pas une goutte de pétrole ne partira du Venezuela pour les Etats-Unis"*.

Un référendum en suspend

Cela fait des semaines qu'Hugo Chavez accuse le gouvernement Bush d'être impliqué dans le coup d'état militaire d'avril 2002, ce qui ne fait aucun doute pour l'ensemble des peuples d'Amérique latine qui ont une grande expérience en la matière. Il l'accuse aussi, à juste titre, de financer le groupe d'opposition *Sumate* qui a organisé la collecte des millions de signatures nécessaires à la convocation d'un référendum ayant pour objet la révocation d'Hugo Chavez de son mandat de Président qui court encore pour deux ans.

Des 3,4 millions de signatures prétendument récoltées par l'opposition, le Conseil National Electoral en a rejeté 1,4 millions. Des bureaux vont être ouverts du 18 au 22 mars pour examiner ces signatures suspectes et permettre aux électeurs de confirmer ou d'infirmer leur soutien à la demande de référendum. Les semaines qui viennent sont lourdes d'affrontements entre révolution et contre-révolution.